

longtemps pour trouver des genres de formules en vue de réduire le chômage. Mais là, encore, le ministre, probablement avec la meilleure volonté du monde, nous annonce que les subventions vont être distribuées, un certain montant par circonscription, et on sait d'avance que le montant d'argent alloué à chaque circonscription est loin de suffire pour permettre l'acceptation d'une foule de projets qui sont déjà préparés, parce qu'il y a eu de la publicité de faite sur cela. Bien oui, on a encouragé les gars à préparer des projets. Alors, les gens en ont préparé et nous allons encore être aux prises avec ces nouveaux programmes, avec une foule de beaux projets, des projets pratiques, réalisables parce qu'on a la main-d'œuvre et tout le matériel nécessaire, mais qui ne pourront pas être acceptés, parce qu'on va manquer d'argent.

Alors, c'est toujours ce problème-là. C'est pour cela que j'étais heureux d'entendre des orateurs ce soir dire: Il est bon que l'on s'arrête pour étudier ensemble les suggestions faites, que ce soit par les créditistes ou d'autres, du moment que c'est fait sincèrement—et je crois qu'on n'en doute pas du côté de l'opposition—avec l'idée d'essayer d'améliorer la situation au Canada. Alors, on a parlé—c'est là surtout le but de la motion—de capital public, un peu de capital privé, d'endettement par l'intérêt qui est quadruplé, on le sais malheureusement trop, car tout le monde sait cela, si une municipalité emprunte de l'argent pour construire un mille de trottoir, pourquoi la même municipalité sera-t-elle obligée de payer pour trois milles ou trois milles et demi.

Si on avait l'assurance que sous ce système-là on paierait pour faire construire un mille de trottoir, on l'utiliserait, et puis l'argent se rembourserait. Mais pour ce mille-là, il faut en payer trois et demi: deux milles et demi à la finance et un mille pour la municipalité. Alors cela n'a pas de sens, et c'est dans ce domaine-là que nous essayons de faire des suggestions.

J'ai préparé quelque chose aussi que je vais signaler en passant. Dans notre monde moderne, nous réalisons tous la différence qui existe entre le capital privé et le capital public. C'est important que les gens essaient de comprendre cela. Il est pourtant facile de comprendre que l'argent qu'une personne possède c'est du capital privé. Les revenus provenant du travail, de l'exploitation d'un commerce, d'une entreprise quelconque, c'est du capital privé.

Ce capital déposé à la banque, prêté ailleurs, a droit à un intérêt raisonnable, tout comme le travailleur a droit à un salaire raisonnable. Le capital public, ce n'est pas du tout la même chose. L'argent qui a servi à la construction de routes, de ponts, d'aqueducs, d'écoles ou de trottoirs, en somme de tout ce qui peut servir au public en général, qui ne rapporte pas de profit à personne en particulier, la plupart de taxes fédérales, provinciales, municipales et scolaires, se retrouvent ici, puisqu'il s'agit d'une très forte proportion de capital public. Avec un régime de bon sens, nous ne prendrions pas des capitaux privés pour les investir dans des travaux publics, pas plus que nous ne prendrions des capitaux publics pour les investir dans des entreprises privées. Une économie bien équilibrée verrait à faire investir les capitaux privés dans des entreprises privées, et verrait d'un autre côté à mettre au service des corps publics le capital public nécessaire pour les divers développements publics.

Or, pourquoi les gouvernements doivent-ils emprunter de l'argent, payer des intérêts pour des capitaux servant à des fins

publiques, qui ne rapportent pas de profit à personne? Comment une entreprise publique, qui ne rapporte pas, peut-elle payer des intérêts si elle ne fait pas de profit? Or, pour payer des intérêts, il faut réaliser des profits, car si on ne fait pas de profit et qu'il faut payer des intérêts, automatiquement ce sont les dettes qui s'accroissent.

En vertu du régime actuel, les gouvernements empruntent l'argent et paient des montants d'intérêt élevés pour bâtir des écoles, des routes, des ponts, des trottoirs. Ceci est un non-sens et une stupidité. Beaucoup de gens qui ne comprennent rien au système monétaire actuel, mais qui répètent après d'autres: Le Crédit social est compliqué, se demanderont: Mais, que faire? Comment faire pour freiner ces pyramides de dettes impayées et impayables sous le système présent? Les créditistes le disent depuis au-delà de 30 ans, et tous ceux qui ont enlevé leurs bandeaux de couleur rouge ou bleue ou autre comprennent que le gouvernement fédéral, par l'entremise de la Banque du Canada, devrait mettre au service des gouvernements provinciaux, des municipalités, des commissions scolaires, un mécanisme de crédit approprié, permettant à ces corps publics de pouvoir se procurer des capitaux nécessaires au coût d'administration, soit environ à 1 ou 1¼ p. 100, crédit qu'ils pouvaient utiliser à la réalisation d'entreprises de services publics.

Si les tenants du régime actuel ne peuvent pas prouver que \$100,000 empruntés et investis pour construire une école, un pont ou une route en 1976 ou 1977, rapporteront la valeur de deux écoles, deux ponts ou deux routes dans 20 ans, nous avons doublement raison de mentionner que le système est à l'envers, puisque l'on paie en intérêt deux fois, et souvent trois fois la valeur des écoles, des ponts et des routes, ou de tout autre ouvrage public.

Alors, inévitablement, et je l'ai bien mentionné, si vous ne pouvez pas prouver que cela va nous rapporter deux ou trois écoles dans trois ans, alors il est temps qu'il y ait des ouvertures dans vos esprits pour essayer de comprendre s'il n'y aurait pas moyen de trouver une solution. Nous en avons une, nous autres, et nous vous la suggérons. Vous n'êtes pas obligés de l'accepter, mais si vous n'acceptez pas la nôtre, et si on continue de vivre dans le système de fous que l'on a, bien, on va dire: Désespoir! Essayez de trouver quelque chose si vous ne voulez pas accepter ce que l'on vous suggère.

● (2110)

Nous payons pour deux ou trois écoles, ponts et routes, et nous ne sommes propriétaires que d'une école seulement, d'un pont et d'une route: une école, un pont et une route pour la population du pays, et deux écoles, deux ponts et deux routes pour la finance. C'est pour cela que cela n'a pas de bon sens.

Les tenants du régime nous diront béatement, c'est vrai, mais il faut bien, au lieu d'utiliser la lumière que procure l'étude de la doctrine créditiste, emprunter le canal des tenants du système financier actuel, dont les «gros bonnets» réussissent par une publicité tapageuse à se soustraire à la clarté du simple bon sens.

**Une voix:** Un fanal, pas d'huile.

**M. Dionne (Kamouraska):** Le genre d'opération bancaire qui se pratique depuis trop longtemps est un peu, et je vais faire une comparaison, comme le genre d'opération suggérée sur un ton humoristique à un patient à qui on demandait quel genre d'opération il désirait, première classe ou deuxième classe, en lui expliquant que la différence entre les deux